FACTSHEET

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Decembre 2023 | Niger

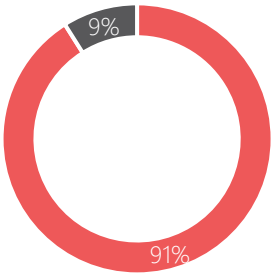
Messages clés

- Parmi les ménages qui auraient bénéficié d'une assistance au cours des 12 mois précédant la collecte, la majorité (78%) a confirmé sa satisfaction.
- Toutefois, les informations sur l'existence et les modalités d'utilisation des mécanismes de plainte étaient limitées.
- Les principaux besoins identifiés par les ménages coïncidaient largement avec les principales modalités d'assistance reçues dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé et des moyens de subsistance.

39% des ménages avaient reçu une assistance humanitaire au cours des des 12 derniers mois précédent la collecte.

28% des ménages ayant reçu une assistance avaient connaissance des mécanismes de plainte et parmi eux, 51% ont confirmé qu'ils l'utilisaient.

% de ménages (ayant reçu de l'aide humanitaire au cours des 12 derniers mois) ayant rencontré des obstacles à l'accès à l'aide humanitaire :



9% des ménages avaient rencontré des problèmes d'accès à l'aide humanitaire, tels que des risques de vandalisme, des difficultés d'accès ou de distance par rapport à la zone de distribution, des difficultés pour les personnes ayant des besoins spécifiques.

Contexte

En l'absence de données multisectorielles comparables au niveau national, la coordination humanitaire au Niger fait face à des défis importants pour la planification stratégique des interventions. Afin de pallier ce manque d'information, REACH a reconduit des évaluations des besoins multisectoriels (MSNA) sous l'égide de l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG) depuis 2020.

Aperçu de l'évaluation

Sous l'égide de l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG), REACH propose de reconduire cette MSNA afin de pouvoir poursuivre l'alimentation du système d'information, et ainsi de mieux comprendre la dynamique, la nature et la sévérité des besoins humanitaires au Niger. Cette évaluation vise ainsi à informer la planification humanitaire 2025 au Niger à travers une collecte d'information plus détaillée sur les besoins multisectoriels des populations et une analyse plus fine et plus robuste de ces besoins.

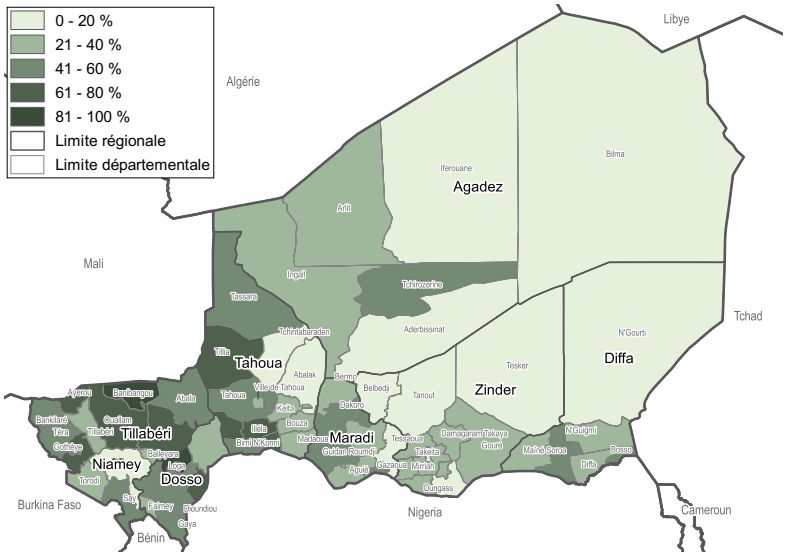
Méthodologie:

Cette enquête a été menée auprès des ménages non-déplacés, PDI, réfugiés et retournés. La collecte de donnée a eu lieu du 12 juin au 14 septembre 2023, dans toutes les régions et à Niamey ville. Au total, 16 103 enquêtes ont été conduites. Un échantillonnage aléatoire par grappes (niveau de confiance de 95% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé. (méthodologie et Termes de Référence disponibles ici) .

REACH Informing more effective humanitarian action

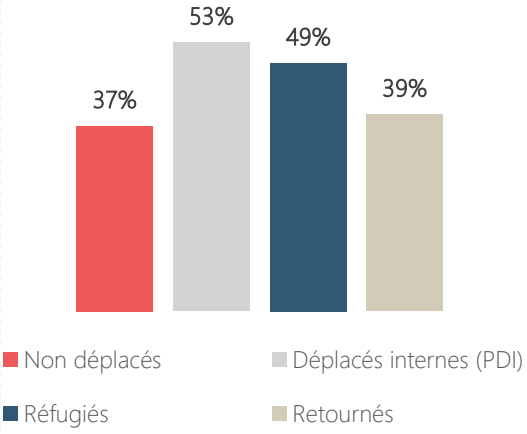
RÉCEPTION DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

% de ménages ayant reçu une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données, par département :



Au cours des 12 mois précédant la collecte, moins de la moitié des ménages avaient reçu une assistance humanitaire. Les ménages PDI et réfugiés sont ceux qui en ont le plus bénéficié (respectivement 53% et 49%), en comparaison de 37% des non-déplacés. Plus de la moitié des ménages ayant reçu de l'assistance au cours des 12 mois précédent la collecte des données (39%) avaient reçu de l'assistance au cours des 30 jours (29%) ou des 3 mois (32%) précédant la collecte. Au niveau régional, il existait des différences selon les groupes de populations. Dans la région de **Tillabéri**, les populations déplacées internes (78%) et réfugiées (83%) rapportaient plus souvent que les non-déplacées (43%) avoir reçu de l'assistance. Dans la région de **Tahoua**, 63% des ménages réfugiés et 60% des ménages PDI enquêtés mentionnaient avoir reçu de l'assistance (contre 41% des non déplacés et 47% des retournés). Dans la région de **Maradi**, la proportion des ménages réfugiés déclarant avoir reçu une aide humanitaire (78%) était presque deux fois plus importante que celle des ménages PDI (26%) et non-déplacés (31%). Dans la région de **Diffa**, il y avait moins de différences dans la proportion de ménages ayant reçu une assistance humanitaire en fonction de leur statut (39% de la population retournée, 37% de la population déplacée, 33% de la population réfugiée et 25% de la population non déplacée).

% de ménages ayant reçu une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données, par groupe de population :

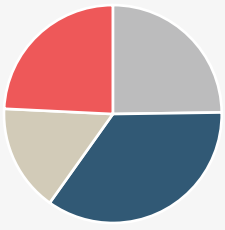


39%

des ménages avaient reçu une assistance humanitaire au cours des des 12 derniers mois précédent la collecte

À quand remonte la dernière fois que votre ménage a reçu de l'aide humanitaire ?

[Parmi les ménages ayant reçu de l'assistance au cours des 12 mois précédant la collecte]



Au cours des 30 derniers jours	29%
Au cours des 3 derniers mois	32%
Au cours des 6 derniers mois	16%
Au cours des 12 derniers mois	23%

BESOINS PRIORITAIRES ET MODALITÉS D'ASSISTANCE

% de ménages par modalité d'assistance humanitaire reçu au cours des 12 derniers mois:

Distribution de nourriture	43%
Nourriture à prix modéré	22%
Soutien pour AGR[1]	20%
Services de santé	17%
Vouchers/argent pour nourriture	8%
Argent sans conditions	7%
Distribution de BNA	6%
Argent contre travail	5%

% de ménages par modalité d'assistance préférée pour recevoir de l'assistance dans le futur[2] :

En nature (nourriture/BNA)	80%
Argent liquide (cash)	59%
Construction/réhabilitation	23%
Services (santé, éducation)	23%
Vouchers/coupons	8%
Mobile-money	2%
Transfert bancaire	1%
Cartes prépayées	1%

Top 3 des besoins prioritaires rapportés par les ménages[2]:

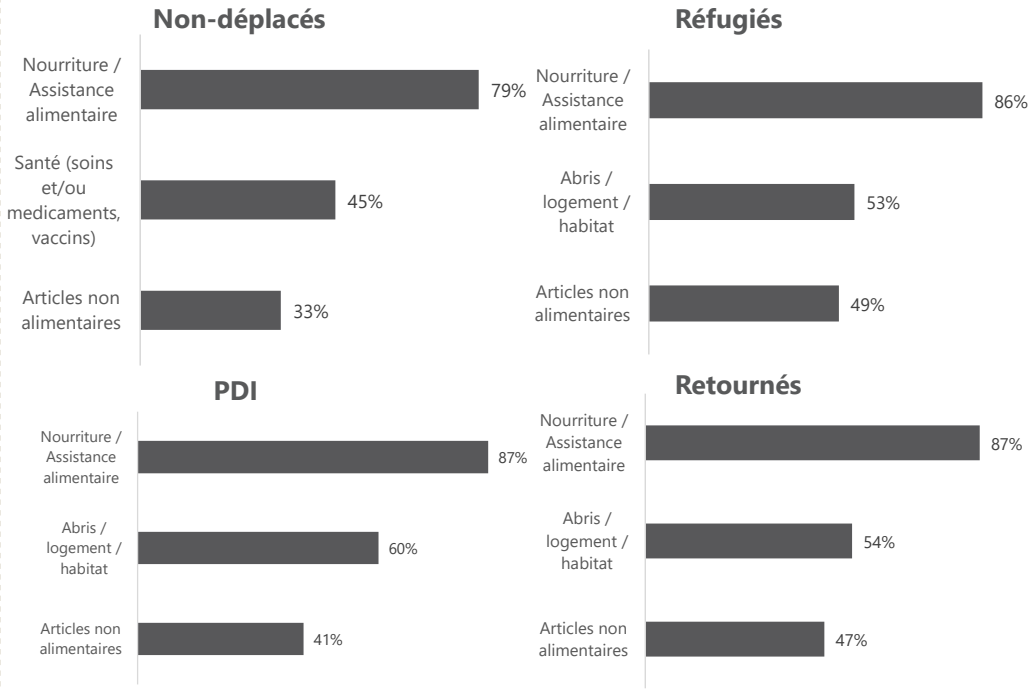
[% de ménages par besoins prioritaires les plus couramment rapportés]

Nourriture (80%) Santé (41%) BNA (35%)

De manière générale, les populations ont exprimé des besoins en nourriture, santé et biens non alimentaires (BNA). En quatrième position venaient les besoins en abris et logement (28%), l'eau (23%) et l'emploi (17%). Toutefois, il y a quelques différences lorsque nous analysons les résultats par groupe de population, les abris et le logement étant la deuxième priorité des personnes déplacées (PDI et réfugiés) et des retournés. Concernant les modalités d'assistance souhaitées, tous les groupes de population privilégiaient la provision en nature des biens et la distribution d'argent liquide. Toutefois, la troisième modalité d'assistance privilégiée variait selon les groupes de populations.

Top 3 des besoins prioritaires par type de population[4]:

[% de ménages par modalités d'assistance les plus couramment rapportés]



SATISFACTION VIS-À-VIS DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

78%

[parmi les ménages ayant reçu une assistance]

des ménages étaient satisfaits de l'assistance reçue

Top 3 des raisons rapportées par les ménages pour expliquer leur insatisfaction vis-à-vis de l'assistance humanitaire reçue[2] :

[Parmi ceux qui ont reçu une assistance et qui n'en ont pas été satisfaits]

(1) La quantité d'aide reçue est insuffisante (89%)
(2) L'aide fournie n'était pas celle dont le ménage avait le plus besoin (19%)
(3) L'aide n'a pas été reçue à temps / retards dans la réception de l'aide (19%)

En écho aux problèmes d'insatisfaction liés à l'adéquation de l'assistance reçue, 24% des ménages ayant reçu de l'aide humanitaire au cours des 12 mois précédent la collecte rapportaient avoir été consultés avant de recevoir l'assistance vis-à-vis du type d'assistance souhaitée. Parmi ceux ayant été consultés, 88% affirmaient que l'assistance reçue correspondait partiellement ou entièrement à leurs préférences.

SATISFACTION VIS-A-VIS DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES

5%

[parmi les ménages ayant reçu une assistance]

des ménages étaient insatisfaits du comportement des travailleurs humanitaires dans leur zone

Top 3 des raisons rapportées expliquant l'insatisfaction des ménages vis-à-vis du comportement des travailleurs humanitaires dans la zone (en % de ménages)[2] :

[Parmi ceux ayant rapporté ne pas être satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires]

(1) Lorsque des réactions ou des plaintes leur sont transmises, rien ne change (33%)

(2) Malhonnêté, fraude dans la distribution, rachat des biens distribués (31%)

(3) Les travailleurs humanitaires ne parlent qu'aux chefs locaux (27%)

Parmi les autres causes d'insatisfaction mentionnées par les ménages interrogés, on peut citer la communication exclusive entre les travailleurs humanitaires et les dirigeants locaux ou les hommes de tête (23%) et le manque d'informations sur l'enregistrement, l'éligibilité ou les distributions. Il est important de noter que 28% des ménages ayant reçu une assistance avaient connaissance des mécanismes de plainte et parmi eux, 51% ont confirmé qu'ils l'utilisaient.

BESOINS ET MODALITÉS D'INFORMATION

% de ménages souhaitant recevoir des informations, par canal préféré pour recevoir des informations[2] :

Face à face	68%
Appel téléphonique	43%
Assemblés villageoises	26%
Haut-parleurs	18%
Caravane de sensibilisation	9%
Marché	5%
App de messagerie instantanée	4%
Télévision	2%

% de ménages souhaitant recevoir des informations, par source d'information préférée[2] :

Chef de communauté	75%
Chef religieux	34%
Station de radio	24%
Crieur public	21%
Voisin ou ami	16%
Autorités	13%
Agence d'aide internationale	7%
Agence d'aide nationale	7%

Top 3 des type d'informations requis[2] :

[% de ménages par type d'informations les plus couramment rapportés]

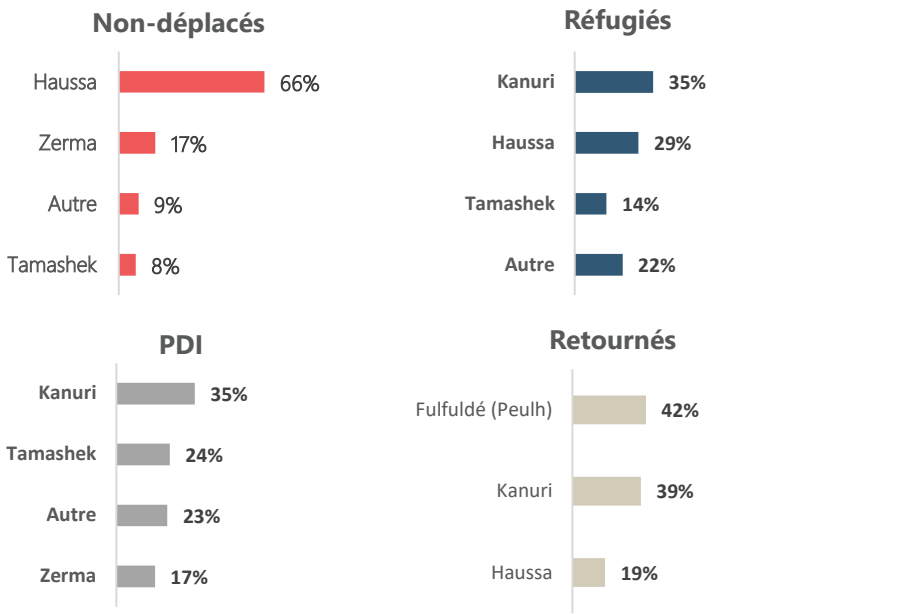
(1) Comment avoir accès à l'aide humanitaire / s'enregistrer en tant que bénéficiaire (71%)

(2) Comment avoir accès à des soins de santé / une prise en charge médicale (31%)

(3) Comment trouver un soutien pour commencer/renforcer les capacités en lien avec les activités génératrices de revenu (26%)

Les trois principaux types d'informations demandées par les ménages interrogés mentionnés ci-dessus sont suivis par le besoin d'informations sur les agences humanitaires ou ONGs qui délivrent de l'assistance (17%), la situation de la sécurité dans leur région (13%) et comment avoir accès à de l'éducation (12%). Environ 7 % des ménages avaient déclaré qu'ils n'avaient besoin d'aucune information.

Langue principale pour communiquer avec les membres de la communauté[3]:



Apercu méthodologique

Cette enquête a été menée auprès des ménages non-déplacés, PDI, réfugiés et retournés. Les données quantitatives ont été recueillies en personne. La collecte de donnée a eu lieu du 12 juin au 14 septembre 2023, dans toutes les régions et à Niamey ville. A Niamey, uniquement les PDI et réfugiés ont été enquêtés. Certaines localités n'ont pu être enquêtées pour des raisons d'inaccessibilité en raison de l'insécurité notamment. Au total, 16 103 enquêtes ont été conduites. Un échantillonnage aléatoire par grappes (niveau de confiance de 95% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé.

Les résultats sont représentatifs, sauf indication contraire, au niveau des groupes de population, au niveau pays, régionale et départementale, ainsi qu'au niveau communal pour 16 communes (la liste des communes représentatives peut être consultée dans le TDR). La liste des indicateurs indicatifs peut être consultée dans la partie "lisez-moi" de la base d'analyse.

Couverture géographique

L'ensemble des départements des régions d'Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri et Zinder ont été couverts.

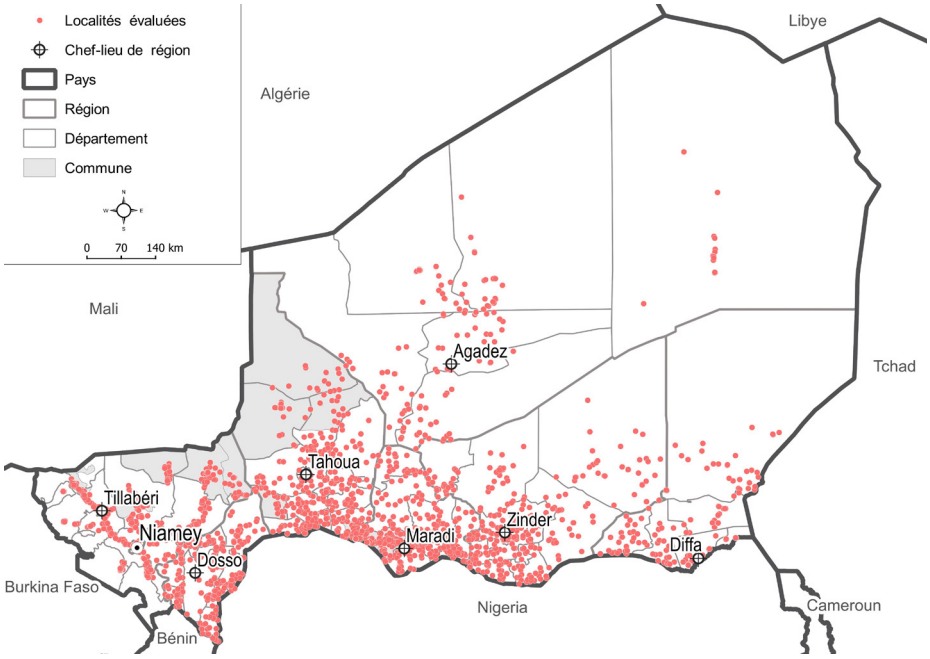
Toutefois, le contexte sécuritaire des évaluations au Niger se traduit par une difficulté d'accès à certaines zones du pays. Par conséquent, les localités devenues inaccessibles au cours de la collecte ont été retirées du cadre d'échantillonnage et remplacées par d'autres localités dans le même département.

Notes

[1] Activité génératrice de revenu.

[2] Les ménages pouvaient choisir jusqu'à 3 options de réponse.

[3] La catégorie « autre » est la somme des autres langues mentionnées avec des taux de réponse inférieurs.



À propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors des situations d'urgence, de relèvement et de développement. Les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires suivie d'une analyse approfondie des celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme opérationelle pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

REACH Informing more effective humanitarian action

REMERCIEMENTS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :

Groupe de coordination inter-cluster (ICCG)

FINANCÉE PAR :

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

Global Affairs Canada

unicef

AVEC LE SOUTIEN DE :

COOPI COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

OCHA

ONG A.N.T.D

UNHCR The UN Refugee Agency

ONG ADKOUL SOLIDARITÉ ÉDUCATION DÉVELOPPEMENT

acted